

Avignon, le 15 janvier 2015



COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 12 JANVIER 2015 : SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, LA ROUTINE ?

Parlons chiffres, tout d'abord. Car ils donnent le vertige. Plus de 200 emplois ont été supprimés depuis 10 ans en Vaucluse dans notre administration, l'équivalent d'une grosse PME. La catégorie C a été décimée à tel point qu'elle représente maintenant moins du tiers de l'effectif global. Il y a à présent trois contrôleurs pour deux agents. Ce sont encore ces derniers qui payent le plus lourd tribut cette année aux politiques d'austérité : sept emplois en moins pour un contrôleur (géomètre), deux inspecteurs et un inspecteur principal.

Les sites extérieurs à Avignon sont lourdement touchés, en particulier Apt où un emploi est supprimé sur chacune des structures (trésorerie et SIP-SIE). En tout, cinq emplois y ont été supprimés en cinq ans, soit le quart des effectifs ! Les services impôts des entreprises (SIE) sont particulièrement impactés avec des suppressions pour cinq sur six d'entre eux. Les SIE de Cavaillon et Orange perdent 4 emplois sur les cinq dernières années, celui de Carpentras 3 sur les 3 dernières années. C'est l'hécatombe. Un seul service impôts des particuliers est impacté, celui d'Avignon-Est, qui à ce rythme là ne sera plus très longtemps le plus gros du département (5 postes en 5 ans). Le centre des impôts fonciers reste la cible favorite de nos décideurs avec la suppression d'un emploi de géomètre pour la deuxième année consécutive (5 postes en 5 ans également). Les agents de la trésorerie de L'Isle Sur La Sorgue seront ravis d'apprendre qu'ils sont victimes d'un « ajustement du TAGERFIP ». Ils devront surtout ajuster un effectif amputé à des tâches qui, elles, ne diminuent pas, au contraire.

Avec l'atomisation de notre pouvoir d'achat, le niveau de l'emploi est le problème principal à la DGFIP aujourd'hui. Il est amplifié par la volonté politique de Bercy de maintenir un sous effectif général sur tout le territoire. Il manque aujourd'hui 4000 emplois C et B, soit le double des suppressions 2015, toutes catégories confondues. Dans le département, le déficit cumulé des emplois (équivalents temps plein = ETP) B et C, est proche de 35 avec encore plusieurs départs en retraite d'ici au premier septembre prochain.

La question de la participation à ce comité technique local s'est posée et a été tranchée par la commission exécutive de la CGT FP 84. Il a été décidé que la délégation CGT s'y rendrait pour manifester son opposition à ces décisions, livrer son analyse et porter la contradiction à l'administration. Le boycott, quand il devient systématique, n'a plus la même signification et peut devenir contreproductif. Il est en outre confortable pour nos directeurs qui n'ont pas à subir les assauts des représentants du personnel.

Solidaires nous a contacté pour nous proposer de boycotter la première convocation, mais nous sommes restés sur la ligne décidée collectivement. Le CTL s'est donc tenu après un épisode burlesque. Le représentant titulaire de l'union CFDT-CFTC, pour inaugurer son tout nouveau mandat, est arrivé en retard provoquant les interrogations de l'administration, de sa suppléante et des représentants de Solidaires, supputant sur son absence pour que le quorum ne soit pas réuni.

Les débats ont donc pu avoir lieu et dans ses réponses aux déclarations liminaires, le président, notre directeur a commencé sa litanie d'autosatisfaction, de mauvaise foi et de contre vérités. Sur la fermeture de la trésorerie de Pernes, il a affirmé que de nombreux élus, et particulièrement ceux de Monteux, se montraient très satisfaits de cette décision, certains réclamant même le regroupement sur Carpentras. Alors même qu'en novembre dernier, l'assemblée générale des maires de Vaucluse a voté à l'unanimité une motion la condamnant, en présence de monsieur Gauthier. Pire, il a annoncé d'autres fermetures car « il faut bien coller à la réforme de l'intercommunalité ». Certains postes fermentaient car la disparition de la poste ne permettrait plus d'effectuer les déagements de caisse. Mais ou va-t-il chercher tout ça ?

Nous retiendrons deux de ces affirmations car elles sont emblématiques du fossé qui sépare nos analyses. En réponse à nos déclarations sur le fait que les agents ne perçoivent absolument pas les soi disant bienfaits de la dématérialisation en terme d'allègement des tâches, il s'est glorifié des performances du Vaucluse pour PESV2. Il s'est également rengorgé des chiffres du CICE versé aux entreprises du département (plus de 20 millions d'Euros) et du faible nombre de rejets. Mais c'est justement ça le problème !

Nous avons fait en sorte d'écourter le débat au maximum sur les raisons qui ont présidées à ses choix de « prélèvement » dans les services. Pas question de discuter du déshabillage de Pierre ou Paul plutôt que Jacques. Retenons quand même les explications surréalistes justifiant la « désimplantation » d'un poste à L'Isle Sur Sorgue plutôt que sa suppression. Les mouches serrent les fesses, malheureusement, les collègues de L'Isle aussi !

Ce fut aussi l'occasion de découvrir que le TAGERFIP, l'outil censé donner sur une année la répartition des emplois dans le département, avait été subrepticement modifié entre les CTL emploi de 2014 et de 2015. Un emploi d'huissier a disparu, sans qu'il ait été supprimé officiellement et un poste d'échelon de renfort est apparu sans qu'il ait été créé ! Non pas que la CGT soit inconditionnelle de ce tableau, mais c'est un outil de travail dont nous découvrons l'absence de fiabilité et surtout la désinvolture avec laquelle la direction l'utilise.

L'ensemble des représentants a voté contre ce projet après quelques hésitations et une explication de vote curieuse de la délégation CFDT-CFTC. Allez, on ne résiste pas au plaisir de vous la livrer in extenso : « monsieur le directeur, c'est un bon projet, je n'aurai pas fait mieux. Je comptais donc m'abstenir mais comme les autres organisations syndicales votent contre, je me rallie à leur position. »

L'autre sujet à l'ordre du jour était la proposition des ponts naturels pour 2015. Il y en aura deux, le 15 mai et le 13 juillet. La CGT a proposé qu'ils soient tous deux octroyés hors congés. Ce serait bien le moins avec les efforts consentis par les agents. C'est pourquoi nous nous sommes abstenus, avec FO et la CFDT-CFTC. Solidaires a voté contre.

Il faut continuer à se mobiliser contre toute suppression d'emplois et exiger que tous les postes inscrits au budget soient pourvus. Ce dont notre administration a besoin, ce sont des créations de postes pour retrouver un service public de qualité et inverser la tendance de la dégradation de conditions de vie au travail.